

Accord collectif

**LOGEMENT EN AGRICULTURE
(Saône-et-Loire)**

Accord du 19 avril 2019

relatif aux garanties concernant la protection de la santé

NOR : AGRS2097025M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA de Saône-et-Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire CFDT de Saône-et-Loire ;

Union départementale des syndicats CGT-FO de Saône-et-Loire ;

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent accord a pour objet de mettre en place, conformément à l'article 7 de l'accord de l'interbranche agricole du 14 mars 2017 relatif au logement en agriculture, et dans le cadre de la mise en application de l'article R. 716-16-1 du code rural et de la pêche maritime, issu du décret du 20 septembre 2016 relatif aux dérogations en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles, des mesures compensatoires garantissant la protection de la santé des salariés, lorsque leurs conditions d'hébergement sont dérogatoires à celles prévues par les textes en vigueur.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques à l'attention des entreprises de moins de cinquante (50) salariés dès lors que le présent accord vise à instaurer des mesures compensatoires dont doivent bénéficier les salariés entrant dans le champ du présent accord, et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 1^{er} | Champ d'application professionnel et territorial

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du département de Saône-et-Loire, aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles définies ci-après :

- les exploitations agricoles de polyculture et d'élevage, de viticulture, de maraîchage, d'horticulture, de pépinière (d'ornement, fruitière, viticole), d'arboriculture, d'aviculture, d'apicul-

ture et les champignonnières, y compris les GAEC, et autres formes juridiques d'exploitation dont les groupements d'employeurs ;

- les établissements de toute nature dirigés par l'exploitant agricole en vue de la transformation, du conditionnement et de la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, ou de structures d'accueil touristique, situées sur l'exploitation ou dans les locaux de celle-ci, notamment d'hébergement et de restauration, telles que prévues à l'article D. 722-4 du code rural ;
- les associations de service de remplacement ;
- les entreprises de travaux agricoles, les coopératives d'utilisation de matériel (CUMA) à caractère local dont l'activité est étroitement liée au cycle de production à l'exclusion des CUMA spécialisées à vocation départementale.

Article 2 | Mesures compensatoires

Dans le cadre de conditions d'hébergement dérogatoires à celles prévues par les textes en vigueur en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles, des mesures compensatoires sont prévues :

1° Afin de compenser la réduction du nombre de m² dans les pièces destinées au sommeil, il convient d'améliorer les locaux de couchage :

- En prévoyant un point d'accès wifi, à condition que l'accès soit possible ;
- lorsque l'occupant dispose d'un volume de moins de 10m³, en lui assurant un renouvellement de l'air à raison d'au moins 10m³/heure par personne.

2° Afin de compenser l'augmentation du nombre d'occupants par pièce destinée au sommeil, il convient d'améliorer les services proposés :

- en prévoyant une bagagerie à la disposition des personnes hébergées pour stocker les valises vides durant les travaux ;
- en prévoyant la mise à disposition d'un lave-linge pour les personnes hébergées durant la période des travaux ;
- en prévoyant une pièce dédiée au séchage des vêtements.

3° Afin de compenser l'augmentation du ratio nombre de travailleurs/lavabo/douche/cabinet d'aisance et la réduction du nombre de m² par pièce destinée au réfectoire, il convient d'améliorer le confort des installations sanitaires et du réfectoire, ainsi que leurs accès :

- en garantissant une production d'eau chaude suffisante ;
- en assurant l'entretien journalier des locaux sanitaires ;
- en prévoyant une plage d'une (1) heure entre le retour du travail et le service du dîner.

Article 3 | Entrée en vigueur et durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension et, dans tous les cas, au plus tard, le 1^{er} juillet 2019.

Article 4 | Révision et dénonciation

Le présent accord pourra, à tout moment, être modifié ou dénoncé en respectant la procédure prévue respectivement par les articles L. 2222-5, L. 2222-6 et L. 2261-7 à L. 2261-13 du code du travail.

Conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail, les parties signataires du présent accord ont la faculté de le modifier.

La demande de révision, qui peut intervenir à tout moment à l'initiative de l'une des parties signataires, doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles se réunira alors dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande, afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un avenant de révision.

Conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, les parties signataires du présent accord ont également la possibilité de le dénoncer moyennant un préavis de trois (3) mois.

La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires et faire l'objet d'un dépôt conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles se réunit alors dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la notification afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un accord de substitution à l'issue du délai de préavis de trois (3) mois.

L'accord dénoncé continue donc à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée d'un (1) an à compter de l'expiration du préavis de trois (3) mois.

Article 5 | Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Mâcon, le 19 avril 2019.

(Suivent les signatures.)